« Renforcement du continuum de soins pour la prise en charge pédiatrique dans la ville de Bobo-Dioulasso », est un projet né du partenariat entre l'UNICEF et l'Association espoir pour demain (AED) qui est à sa deuxième phase.

C'est ce projet que l'AED a présenté à des structures-sœurs, ainsi qu'à ses partenaires et aux formations sanitaires, au cours d'un atelier le 6 juillet dernier.

A cet effet, les différents exposés ont été suivis de discussions, ce qui a permis de faire une synthèse et des recommandations en vue de renforcer le système d'information globale, et de documentation des interventions relatives au projet.

L'initiative compte, dans son plan d'action, améliorer l'observance aux traitements ARV des couples-mères enfants infectés par le VIH, le suivi médical, la réalisation du bilan biologique pour les enfants.

Il est aussi prévu d'offrir le conseil-dépistage VIH, le soutien psychologique aux enfants infectés et malnutris référés au centre de réhabilitation et d'éducation nutritionnel de la zone d'intervention, ainsi qu'aux membres de leurs familles.

Enfin, le projet entend renforcer la survie et le développement de l'enfant. L'atteinte de ces objectifs appelle l'implication de l'ensemble des acteurs concernés. Et cet atelier visait donc à lever les barrières pour permettre une franche collaboration entre ceux-ci.

« Nous constatons qu'entre les associations de lutte et les formations sanitaires, il y a une concurrence », a affirmé la présidente de l'AED, Christine Kafando.

Une situation qui n'a pas sa raison d'être car à son avis, ils sont complémentaires parce qu'autant les centres de santé ont besoin d'eux, autant eux aussi ont besoin de ces derniers

dans ce combat.

« Il y a longtemps que nous avons marché seuls, mais aujourd'hui, nous voulons faire chemin avec toutes les associations de lutte », soutient-elle, à propos des associations-soeurs auxquelles elle tend la main.

Par ailleurs, Mme Kafando a indiqué que le projet ambitionne d'accompagner environ 650 enfants et faciliter le test de dépistage à 10.000 femmes de la ville, qui n'ont pas toujours l'accord de leur mari pour le faire.

Venus représenter la direction régionale de la santé (DRS) et l'antenne régionale du Secrétariat permanent du Conseil national de lutte contre le Sida et les IST (SP/CNLS), Alain Hien et René Kaborégou, ont transmis les espoirs de leurs structures vis-à-vis de ce projet.

Au nom de leurs responsables respectifs, ils ont affirmé la disponibilité de la DRS et du SP/CNLS à apporter le soutien nécessaire à l'accomplissement de la mission du projet.

« Que cet enfant qui est né puisse renforcer la collaboration entre les structures sanitaires et les associations qui militent dans le sens de la réduction du taux de létalité », a conclu M. Hien.

Par Tielmè Innocent Kambiré